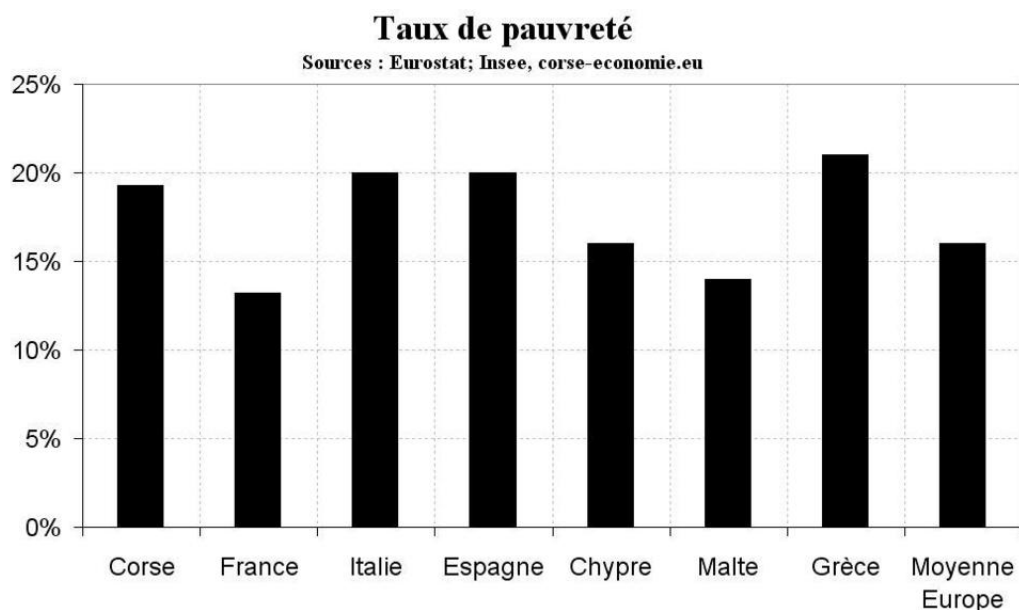


## Le modèle économique corse et la pauvreté

Article publié au mois de juillet 2009 dans le magazine Corsica



Les derniers résultats de l'Insee ont nettement revu à la hausse le taux de pauvreté en Corse. En 2006, 19,3 % des ménages vivent

en dessous du seuil de pauvreté (17,7 % en 2004), taux qui atteint 31 % pour les familles monoparentales. En même temps, les inégalités de revenus restent au plus haut. Le constat dressé dans ces colonnes en février, à savoir une société corse profondément inégalitaire, garde donc toute sa pertinence.

Depuis 1997, la Corse connaît des taux de croissance de son PIB bien supérieurs à ceux observés au plan national. Avec une moyenne de 3,6 % de progression annuelle entre 1997 et 2007, contre +1,7 % pour l'ensemble de la France, l'île se distingue. De plus, le taux de chômage – qui atteignait 14 % en 1997 – a nettement reculé. Dans ces conditions, on aurait pu s'attendre à un recul de la pauvreté. Or, l'Insee nous indique l'inverse, mettant en évidence un décalage entre les indicateurs macroéconomiques et la mesure du niveau de vie.

Mais, ce paradoxe n'est qu'apparent. En effet, le PIB ne fait que calculer la création de richesses dans une année. Ce gâteau est ensuite partagé entre les salariés, les entreprises et l'État, sous forme respectivement de rémunérations – incluant les cotisations salariales et patronales –, de profits et d'impôts (impositions indirects et sur les sociétés). En Corse, si le gâteau grandit vite, le nombre de personnes qui en vivent s'élargit encore plus vite.

La croissance de l'emploi salarié a largement accompagné la croissance économique. Par conséquent, comme l'illustre le graphique, le PIB par emploi a connu une évolution bien plus modérée que la richesse totale : +0,7 % par an en moyenne entre 1997 et 2007, soit une quasi-stagnation. La croissance a été riche en emplois mais moins en revenus. De plus, le partage entre salaires et profits est resté globalement stable sur cette période. La

part destinée aux entreprises a donc crû sur un rythme proche du celui du PIB. Toutefois, ces dernières années, les créations d'entreprises ont été en progression plus forte (+6 % par an en moyenne). Comme 63 % des entreprises corses ne sont constituées que du seul gérant, cet écart implique une faible dynamique pour les revenus des entrepreneurs. Enfin, la pression fiscale s'est légèrement accrue dans l'île depuis 10 ans. Ainsi, les recettes de TVA et d'impôts sur les sociétés sont passées de 4 à 5 % du PIB, soit tout de même 160 millions d'euros de prélèvements en plus. Ce niveau d'imposition sur les entreprises et sur la consommation reste sensiblement inférieur à celui du Continent, du fait des réfections de TVA principalement. Au total, ces éléments contribuent à mieux comprendre les mauvais résultats en termes de revenus, alors que la croissance est favorable.

Ainsi, il faut se méfier d'une vision trop réductrice du développement, uniquement focalisée sur la croissance. En tout cas, pour la Corse, le modèle de ces dernières années se révèle inadapté pour corriger les inégalités et la pauvreté. Il ne s'agit pas là que d'une préoccupation politique ou sociale, c'est aussi porteur d'inefficacités économiques. Par exemple, le nombre de personnes à faibles revenus ou tout simplement sans emploi (chômeurs et inactifs), met les salariés en position de faiblesse sur le marché du travail. L'importance de la pauvreté chez les jeunes et dans les familles monoparentales est en contradiction avec le besoin d'élever progressivement le niveau de qualification des salariés dans le secteur privé. Car avec peu de moyens, il est difficile de suivre des études supérieures.

Au final, si la croissance ne réduit que peu la pauvreté, réduire la pauvreté est un levier puissant pour générer de la croissance